

que, à la séance en cours, la Commission a entamé le processus des explications de vote. Faisant observer que plusieurs représentants désirent encore présenter leurs explications avant le vote, le Président indique que la Commission ne peut pas se prononcer sur le projet de résolution avant de les avoir entendus, à moins que ces représentants n'acceptent de ne donner leurs explications qu'après le scrutin.

98. M. SOTO (Venezuela), appuyé par M. BONAO (Côte d'Ivoire), fait appel à toutes les délégations pour qu'elles acceptent de reporter le vote à la séance suivante.

99. M. DIALLO (Haute-Volta) propose formellement à la Commission d'entendre les représentants qui désirent formuler leurs explications avant le vote, puis de se prononcer sur le projet de résolution.

100. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) demande l'ajournement de la séance en application de l'article 120 du règlement intérieur.

Par 78 voix contre 16, avec 9 abstentions, la Commission décide d'ajourner la séance.

Organisation des travaux de la Commission

101. M. JAIN (Inde) [Président du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation], appuyé par M. VERCELES (Philippines), demande à la Commission de bien vouloir lui accorder un délai d'une semaine pour lui permettre de mener à bien ses travaux.

102. Le PRÉSIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission décide de reporter au lundi 3 décembre la date limite pour la présentation du rapport du Groupe de travail.

La séance est levée à 19 heures.

1570^e séance

Mardi 27 novembre 1973, à 10 h 50.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1570

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite) [A/9003, chap. XIII; A/C.2/L.1305/Rev.1, A/C.2/L.1312/Rev.1, A/C.2/L.1316, A/C.2/L.1317/Rev.1, A/C.2/L.1318, A/C.2/L.1320] :

- a) Rapport du Conseil d'administration (A/9025, A/C.2/L.1315);
- b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général (A/9163, A/9238, A/C.2/L.1314, A/C.2/L.1319)

1. Le PRÉSIDENT invite les membres de la Commission à se prononcer sur le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1.

2. M. ZACHMANN (République démocratique allemande), prenant la parole pour expliquer son vote avant le vote, dit que le projet de résolution traite d'un problème qui présente une grande importance pour les relations entre les Etats. Néanmoins, la délégation de la République démocratique allemande estime que le meilleur moyen d'aborder ce problème consiste à conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux portant sur des cas précis; étant donné que le projet de résolution n'exprime pas ce point de vue, elle s'abstiendra lors du vote à son sujet.

3. M. GONZALEZ ARIAS (Paraguay) dit que sa délégation votera contre le projet de résolution pour les raisons qu'elle a données au cours de la discussion sur la question. Elle demande à ce que le paragraphe 3 du dispositif fasse l'objet d'un vote enregistré séparé.

4. M. GEBRU (Ethiopie) dit que son gouvernement accepte sans réserve les principes de la coopération entre les Etats dans le domaine de la protection de l'environnement et que c'est dans cet esprit qu'il a accepté la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement adoptée à Stockholm, la résolution 2995 (XXVII) de l'Assemblée générale et la Déclaration économique adoptée lors de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger, qui traite de la coopération entre les Etats pour la protection de l'environnement, tous instruments qui respectent un équilibre scrupuleux entre le principe, réaffirmé à maintes reprises dans les résolutions de l'Assemblée générale, de la souveraineté absolue des Etats sur leurs ressources naturelles et la nécessité d'instaurer une coopération internationale efficace pour la protection de l'environnement. Les principes 21 à 24 de la Déclaration adoptée à Stockholm indiquent clairement que cette coopération doit être fondée sur la reconnaissance du fait que les Etats sont pleinement souverains pour ce qui touche l'utilisation et la disposition de leurs ressources naturelles et qu'elle est envisagée uniquement pour les ressources partagées par plusieurs Etats, en vue de protéger l'environnement. Il est entendu que les Etats, surtout dans le cas de certaines ressources, doivent prendre des précautions suffisantes pour ne pas nuire à l'environnement d'autres Etats. La résolution 2995 (XXVII) de l'Assemblée générale indique également clairement que la coopération doit être fondée sur le principe du bon voisinage, ce qui ne signifie pas que chaque Etat peut retarder ou gêner les programmes et projets d'exploration, d'exploitation et de mise en va-

leur des ressources naturelles des Etats sur le territoire desquels ces programmes et projets sont exécutés. La Déclaration économique adoptée à Alger, en particulier à la section VII, reconnaît également le lien essentiel entre la souveraineté absolue sur les ressources naturelles et l'engagement pris en commun par les Etats de protéger l'environnement. Au cours de la discussion qui a eu lieu à Alger, il a été dit fermement que la coopération internationale pour la protection de l'environnement ne devait pas empiéter sur les droits absolus dont jouissent les Etats souverains en ce qui concerne l'utilisation et la disposition de leurs ressources naturelles.

5. La notion de "consultations préalables" qui figure dans la Déclaration d'Alger n'impose aucune obligation particulière à un Etat quelconque, mais vise à fixer les grandes lignes de la coopération internationale qui doit s'exercer dans le cadre des relations normales entre Etats.

6. Aux yeux de la délégation éthiopienne, il se poserait des problèmes considérables si l'on s'écartait de ces principes généraux. Le projet de résolution cherche à les interpréter étroitement en les appliquant à des cas particuliers, en tentant d'imposer le respect de certaines règles de conduite décrites comme étant des normes internationales avant que la communauté internationale ait eu la possibilité de discuter comme il convient des problèmes complexes liés aux différentes utilisations de ressources et des voies d'eau internationales. Les questions juridiques qui entrent en jeu sont actuellement étudiées par la Commission du droit international et il aurait peut-être été bon que la Deuxième Commission attende de connaître l'avis consultatif et les recommandations de la Commission du droit international pour prendre une décision. Il faut que les problèmes juridiques et techniques complexes, ainsi que les délicats problèmes politiques qui sont en jeu soient examinés, dans la perspective qui convient, par les organes de l'Organisation des Nations Unies compétents. La délégation éthiopienne pense qu'il faudra, en temps voulu, mettre au point des normes de conduite internationale et que celles-ci devront être fondées sur la pratique des Etats et les procédures établies dans le cadre d'arrangements régionaux, mais, à son avis, il serait prématuré d'imposer aux Etats l'obligation de se plier à la règle mal définie de "consultations préalables" présentée comme une norme internationale et qui pourrait être interprétée comme une obligation juridique plutôt que comme une directive de coopération internationale. Dans certaines circonstances, la notion de "consultations préalables" pourrait être interprétée comme une obligation d'obtenir l'accord de toutes les parties intéressées pour mettre en valeur et utiliser les ressources naturelles d'un autre Etat. Cela reviendrait à dire que dorénavant un Etat peut avoir le droit de contrecarrer le droit souverain d'un autre Etat, ce qui saperait les dispositions fondamentales du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies et de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale, dont la résolution 2995 (XXVII).

7. La délégation éthiopienne aurait par conséquent préféré qu'il soit question, au paragraphe 2 du projet de résolution, d'échange d'informations, de notification et de discussions préalables, au lieu de "consultations préalables". Etant donné que les auteurs ne sont pas en mesure d'accepter des amendements, la délégation

éthiopienne s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution.

8. M. MÜEZZINOĞLU (Turquie) rappelle que la délégation turque a déjà fait connaître les réserves qu'elle éprouvait, tant sur le plan de la procédure que sur celui du fond, au sujet du projet de résolution examiné. Une note du Secrétaire général sur les aspects économiques et techniques de la mise en valeur des bassins fluviaux internationaux examinée à la troisième session du Comité des ressources naturelles¹ sera de nouveau étudiée, sous une forme révisée, lors de la quatrième session de ce comité. En outre, dans sa résolution 2669 (XXV), l'Assemblée générale a recommandé que la Commission du droit international entreprenne l'étude du droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation et a prié le Secrétaire général de préparer un rapport supplémentaire sur les problèmes juridiques connexes. Il est vraisemblable que la Conférence des Nations Unies sur les ressources en eau qui doit avoir lieu en 1977 étudiera également certains aspects de la question sur laquelle porte le projet de résolution, tandis que l'OMCI et les autres organisations internationales compétentes en examineront d'autres aspects. La délégation turque maintient donc son point de vue selon lequel le projet de résolution ne doit pas empiéter sur les travaux d'autres organismes compétents ou préjuger l'issue de leurs délibérations.

9. En outre, le passage du paragraphe 2 qui a trait aux droits et devoirs des Etats en ce qui concerne les ressources naturelles qui relèvent de leur juridiction nationale n'est pas équilibré. Il ne faut pas interpréter ce paragraphe comme modifiant les principes 21 et 24 de la Déclaration de Stockholm ou les dispositions du paragraphe 3 de la résolution 2995 (XXVII) de l'Assemblée générale; une interprétation contraire pourrait porter atteinte au droit des Etats d'utiliser librement leurs ressources naturelles et de déterminer et de mettre en œuvre librement les priorités nationales dans le domaine du développement, ce qui est la préoccupation essentielle des pays en voie de développement et l'objectif de la coopération internationale. La délégation turque estime donc que, au stade actuel, une décision précipitée compliquerait les choses et pourrait avoir des effets négatifs sur les efforts de développement. Tout en croyant au principe du bon voisinage, elle s'abstiendra donc avec regret lors du vote sur le projet de résolution.

10. M. RASAPUTRAM (Sri Lanka) dit que, figurant au nombre des auteurs du projet de résolution, sa délégation accueille avec satisfaction l'effort tenté par la délégation uruguayenne en vue de réaliser un compromis sur le texte du paragraphe 2. Malheureusement, il lui est impossible d'accepter l'amendement A/C.2/L.1318, qui ne satisfait ni les auteurs ni les adversaires du projet de résolution. L'information préalable n'équivaut pas aux consultations préalables qui, aux yeux de sa délégation, n'entraînent en aucun cas une violation de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles.

11. M. NDUNG'U (Kenya) dit que, au cours de consultations, sa délégation a appris que les auteurs du projet de résolution n'étaient pas disposés à accepter certains changements qu'elle aurait souhaité proposer.

¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément No 4*, chap. VI, sect. C.

Elle votera néanmoins pour le projet de résolution, étant entendu que le paragraphe 2 ne sera pas interprété comme une atteinte à la Déclaration et Plan d'action adoptés par la Conférence de Stockholm ou aux dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment le paragraphe 2 de la résolution 2692 (XXV) et le paragraphe 1 de la résolution 3016 (XXVII).

12. M. RIOS (Panama) dit que, en tant qu'auteur du projet de résolution, sa délégation pense que celui-ci ne contient rien qui puisse nier, déformer ou limiter le principe de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles et autres. En fait, le projet est fondé sur la Déclaration économique d'Alger, dont la section VII réaffirme expressément le droit souverain des Etats sur leurs ressources.

13. M. FIGUEROA (Chili) dit que la Déclaration de Stockholm, complétée par la résolution 2995 (XXVII) de l'Assemblée générale, a jeté les bases de la coopération entre les Etats pour l'utilisation des ressources naturelles dans le contexte des questions d'environnement. Dans le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1, il est expressément question des consultations préalables en tant que moyen de mettre en œuvre cette coopération. Etant donné qu'il n'est pas possible, au stade actuel, de donner une définition plus précise de cette notion, M. Figueroa tient à signaler que le Chili appuie le principe juridique des consultations préalables, qui devraient faire l'objet de négociations bilatérales entre les pays intéressés à l'exploitation de ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats. Pris dans son contexte, le projet de résolution ne saurait porter atteinte au droit inaliénable des Etats à l'exercice de leur souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles, et c'est dans cet esprit que la délégation chilienne votera pour le projet de résolution.

14. M. GATES (Nouvelle-Zélande) dit que, lors de la vingt-septième session de l'Assemblée générale, sa délégation s'était inquiétée des effets que l'adoption de la résolution 2995 (XXVII), relative à la coopération entre les Etats dans le domaine de l'environnement, risquait d'avoir sur les principes 21 et 22 de la Déclaration de Stockholm. Elle avait donc fait son possible pour que la résolution 2996 (XXVII) soit adoptée à l'unanimité; cette résolution avait trait à la responsabilité internationale des Etats en ce qui concerne l'environnement et visait, en établissant un lien entre la Déclaration de Stockholm et la résolution 2995 (XXVII), à éviter qu'il ne soit porté atteinte à la Déclaration. La délégation néo-zélandaise ne pense pas que le projet de résolution dont la Commission est saisie puisse être interprété d'une manière qui ne soit pas conforme à l'esprit et à la lettre de la Déclaration de Stockholm ou des deux résolutions de l'Assemblée générale et elle votera donc en faveur de ce projet. L'amendement présenté par la délégation uruguayenne (A/C.2/L.1318) risque de rendre les responsabilités des Etats, en ce qui concerne la coopération dans le domaine de l'environnement en matière de ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats, moins claires qu'elles ne le sont dans la version originale du paragraphe 2 et la délégation néo-zélandaise votera donc contre cet amendement s'il est mis aux voix.

15. M. ROUGE (France) dit que sa délégation s'abstiendra sur l'amendement uruguayen s'il est mis aux voix et qu'elle votera contre les divers paragraphes

du projet de résolution et contre l'ensemble du texte. En effet, de l'avis de la délégation française, le projet de résolution sort du cadre des débats de la Commission, puisqu'il a trait non pas à l'environnement, mais à l'exploitation de ressources naturelles. C'est d'ailleurs aussi le cas des déclarations faites par un certain nombre de délégations pour expliquer leur vote. De l'avis de la délégation française, toute difficulté qui apparaît du fait de préjudices causés à l'environnement par l'exploitation de ressources devrait être réglée par voie de négociations directes entre les Etats intéressés ou, si nécessaire, par l'intermédiaire des institutions régionales compétentes. C'est la procédure suivie pour les bassins fluviaux en Europe et pour des problèmes analogues en Amérique latine et en Afrique. L'attitude favorable de la délégation française à l'égard des activités des Nations Unies en matière d'environnement en général s'exprimera par un vote positif sur certains des autres projets de résolution dont la Commission est saisie.

16. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) dit que sa délégation ne peut accepter l'amendement uruguayen, qui affaiblirait considérablement le paragraphe 2 du projet de résolution. Le fait de parler d'information préalable revient à dire que les gouvernements échangeraient simplement des informations sans pour cela tenir nécessairement compte du point de vue des autres Etats en cause. Ce n'est pas ainsi que la délégation irakienne comprend la coopération internationale. De plus, l'expression "les pays intéressés à l'exploitation desdites ressources" est trop vague et se prête à des interprétations qui risquent d'être dangereuses.

17. M. OMAR (République arabe libyenne) dit que sa délégation, qui figure au nombre des auteurs du projet de résolution, estime que les ressources naturelles doivent être utilisées de façon judicieuse et que l'adoption du projet de résolution aidera à éviter toute détérioration de l'environnement dans un esprit de compréhension mutuelle. Elle ne comprend pas pourquoi certaines délégations jugent que le paragraphe 2 établit une forme de veto. Des consultations préalables sont une condition nécessaire pour protéger l'environnement et ne peuvent affecter le plein exercice de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles; le but recherché est simplement de promouvoir la coopération de façon à éviter des activités qui seraient néfastes pour les Etats voisins. L'amendement uruguayen affaiblit la portée de ce paragraphe, et la délégation libyenne votera donc contre cet amendement.

18. M. SADEK (Egypte) se rend bien compte que l'intention de l'amendement uruguayen est de rendre le projet de résolution plus largement acceptable. Toutefois, le fait de prévoir que la coopération en vue de l'exploitation harmonieuse de ressources naturelles partagées par plusieurs Etats est limitée aux pays qui s'intéressent à l'exploitation desdites ressources aurait pour effet d'exclure, par exemple, un Etat qui, seul parmi ceux qui partagent des ressources données, n'a pas encore acquis suffisamment de techniques modernes pour pouvoir les exploiter. Par conséquent, il ne serait pas consulté et rien ne garantirait que son exploitation future des ressources en question, lorsqu'il obtiendra la capacité technique voulue, ne sera pas affectée par l'exploitation déjà entreprise par les autres pays en cause. Ce pays pourrait dans ce cas être privé de certains de ses droits souverains sur ses ressources

naturelles. En outre, le fait de préciser que les préjudices visés au paragraphe 2 doivent être "notables" créerait des difficultés; en effet, il faudrait définir ce terme et décider si ce doit être l'Etat causant le préjudice ou l'Etat qui le subit qui doit en évaluer la gravité; de plus, cela revient à dire qu'un Etat a le droit de causer des préjudices à d'autres Etats partageant la même ressource pour autant que ces préjudices n'aient pas un caractère "notable". Par conséquent, la délégation égyptienne ne sera pas en mesure de voter pour l'amendement uruguayen.

19. M. GIAMBRUNO (Uruguay) remercie ceux qui ont compris les intentions de sa délégation. En raison des observations faites par un certain nombre de représentants, la délégation uruguayenne retire son amendement (A/C.2/L.1318).

20. L'objet du projet de résolution est de poser des principes communs de coopération dans le domaine de l'environnement en ce qui concerne des ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats. La délégation uruguayenne peut en principe accepter que ces principes soient posés, mais, à son avis, le projet de résolution est loin d'être satisfaisant. Les principes en question doivent être formulés de façon claire et sans ambiguïté de façon à recueillir l'appui d'une majorité suffisamment importante. Tel était le but de l'amendement que la délégation uruguayenne avait présenté et elle s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution lui-même.

21. M. HAÏDAR (Liban) dit qu'il faudrait peut-être faire un dernier effort pour chercher à mettre d'accord les partisans et les adversaires du projet de résolution avant de mettre celui-ci aux voix. Il suggère par conséquent que la Commission envisage la possibilité d'ajouter un bref membre de phrase au deuxième alinéa du préambule.

22. M. MVOGO (Cameroun), soulevant un point d'ordre, dit que la procédure de vote a déjà commencé et qu'il serait par conséquent contraire au règlement de soumettre de nouveaux amendements.

23. Le PRESIDENT dit que le représentant du Cameroun a raison.

24. M. HAÏDAR (Liban) dit que, dans ces conditions, sa délégation se verra dans l'obligation de s'abstenir lors du vote.

25. Le PRESIDENT invite la Commission à passer au vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1.

Sur la demande du représentant de l'Afghanistan, il est procédé au vote enregistré sur le paragraphe 1.

Votent pour : Algérie, Argentine, Australie, Bahamas, Bahreïn, Botswana, Burundi, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Colombie, Congo, Cuba, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Fidji, Gabon, Ghana, Guatemala, Guinée, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Afrique du Sud, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe

syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ouganda, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Afghanistan, Bolivie, Brésil, France, Portugal.

S'abstiennent : Autriche, Belgique, Bhoutan, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chine, Costa Rica, Tchécoslovaquie, Danemark, Ethiopie, Finlande, République démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Guyane, Hongrie, Islande, Inde, Israël, Italie, Japon, Liban, Malawi, Mongolie, Nicaragua, Paraguay, Pologne, Espagne, Suède, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Venezuela.

Par 84 voix contre 5, avec 36 abstentions, le paragraphe 1 est adopté.

Sur la demande du représentant de l'Afghanistan, il est procédé au vote enregistré sur le paragraphe 2.

Votent pour : Algérie, Argentine, Australie, Bahreïn, Botswana, Burundi, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Congo, Cuba, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Egypte, El Salvador, Fidji, Gabon, Ghana, Guinée, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Afrique du Sud, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ouganda, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Afghanistan, Bolivie, Brésil, France, Guyane, Nicaragua, Paraguay, Portugal.

S'abstiennent : Autriche, Bahamas, Belgique, Bhoutan, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chine, Colombie, Costa Rica, Tchécoslovaquie, Danemark, Equateur, Ethiopie, Finlande, République démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Guatemala, Hongrie, Islande, Inde, Israël, Italie, Japon, Liban, Madagascar, Malawi, Mongolie, Philippines, Pologne, Espagne, Suède, Trinité-et-Tobago, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela.

Par 76 voix contre 8, avec 41 abstentions, le paragraphe 2 est adopté.

Sur la demande du représentant du Paraguay, il est procédé au vote enregistré sur le paragraphe 3.

Votent pour : Algérie, Argentine, Australie, Bahamas, Bahreïn, Botswana, Burundi, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Congo, Cuba, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Egypte, El Salvador, Fidji, Gabon, Ghana, Guinée, Indonésie,

Iran, Irak, Irlande, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Laos, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Philippines, Qatar, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Afrique du Sud, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ouganda, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Voent contre : Afghanistan, Bolivie, Brésil, France, Guyane, Nicaragua, Paraguay, Portugal.

S'abstiennent : Autriche, Belgique, Bhoutan, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chine, Colombie, Costa Rica, Tchécoslovaquie, Danemark, Equateur, Ethiopie, Finlande, République démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Guatemala, Hongrie, Islande, Inde, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Japon, Liban, Malawi, Mongolie, Norvège, Pérou, Pologne, Roumanie, Espagne, Suède, Trinité-et-Tobago, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela.

Par 74 voix contre 8, avec 42 abstentions, le paragraphe 3 est adopté.

Sur la demande du représentant du Brésil, il est procédé au vote enregistré, avec appel nominal, sur l'ensemble du projet de résolution. L'appel commence par le Lesotho, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Afrique du Sud, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ouganda, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Algérie, Argentine, Australie, Bahreïn, Botswana, Burundi, Cameroun, Canada, Tchad, Chili, Congo, Cuba, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Egypte, El Salvador, Fidji, Gabon, Ghana, Guatemala, Guinée, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos.

Votent contre : Nicaragua, Paraguay, Portugal, Bolivie, Brésil, France.

S'abstiennent : Malawi, Mongolie, Pologne, Espagne, Suède, Trinité-et-Tobago, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Afghanistan, Autriche, Bahamas, Belgique, Bhoutan, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, République centrafricaine, Chine, Colombie, Costa Rica, Tchécoslovaquie, Danemark, Equateur, Ethiopie, Finlande, République démocratique al-

lemagne, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Guyane, Hongrie, Islande, Inde, Israël, Italie, Japon, Liban.

Par 78 voix contre 6, avec 41 abstentions, l'ensemble du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1 est adopté.

26. M. CAVAGLIERI (Italie), expliquant le vote de sa délégation, dit que la coopération internationale dans le domaine de l'environnement et des ressources naturelles est indispensable pour concilier des aspirations et des intérêts divers et éviter toute forme d'activité nationale qui pourrait être considérée comme nuisible par d'autres pays. Toutefois, la délégation italienne estime que le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs est la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre les parties directement intéressées. La tâche de l'ONU est de faciliter les négociations et les accords; ce n'est qu'en cas d'impossibilité dans ce domaine que l'ONU doit examiner le meilleur moyen de réconcilier les parties en cause. Le Gouvernement italien n'a donc pas pu souscrire à l'idée d'assurer une coopération efficace au moyen de normes internationales suffisantes ou de mettre en place un système de procédure sans explorer auparavant toutes les possibilités qui pourraient permettre aux parties intéressées de parvenir à un accord. Un tel accord ne peut pas être remplacé par un autre type de mécanisme, aussi louables soient ses objectifs. C'est pour cette raison que la délégation italienne s'est abstenue lors du vote.

27. Mme AUGUSTE (Trinité-et-Tobago) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote étant donné les controverses que le projet de résolution a suscitées et qui ont amené les membres de la Commission à prendre des positions très fermes et opposées.

28. Le problème de l'environnement se prête particulièrement bien à la conclusion d'un accord international en vue de coordonner les actions des Etats. La délégation de la Trinité-et-Tobago est convaincue de la nécessité de poursuivre l'élaboration de normes propres à permettre la réalisation des buts et objectifs de la Déclaration de Stockholm. L'élaboration et l'amélioration des normes requises pour réglementer l'attitude des Etats doivent être une préoccupation constante de la communauté internationale. L'efficacité de la coopération entre les Etats serait renforcée, et dans certains cas même seulement rendue possible, par un système qui comprendrait l'échange de données d'information et la consultation préalable. Le secrétariat du PNUE pourrait servir de centre de rassemblement des données concernant les situations prévues dans le projet de résolution. Pour que des normes soient respectées, toutefois, il faudrait qu'elles soient acceptées par la communauté internationale dans son ensemble ou, du moins, par les parties en cause dans une situation donnée, notamment dans le cas des situations envisagées dans le projet.

29. Bien que la délégation de la Trinité-et-Tobago ait été forcée de s'abstenir lors du vote, elle appuie énergiquement les objectifs que le projet de résolution cherche à réaliser.

30. M. CAICEDO AYERBE (Colombie) dit que sa délégation s'est abstenue lors des votes sur les paragraphes 2 et 3 et sur l'ensemble du projet de résolution. Bien que le projet reflète la nécessité universellement ressentie d'élaborer un nouveau type de

législation internationale relative à la conservation et à l'exploitation des ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats, on a commis l'erreur d'utiliser les mots "sur la base d'un système d'information et de consultations préalables". L'expression "consultations préalables" est ambiguë, étant donné qu'elle a un sens large et général et que son interprétation risquerait d'entraîner des conflits plus graves que ceux qu'elle cherche à éviter. La délégation colombienne a déjà indiqué que la question des ressources naturelles partagées devrait faire progressivement l'objet d'accords multiples établissant une distinction entre les divers types de ressources. Elle estime qu'on pourrait utilement tenir compte de cette opinion dans le cadre des efforts réalisés ultérieurement pour élaborer la législation appropriée destinée à régler les conflits relatifs à la souveraineté sur les ressources naturelles et à l'environnement.

31. M. CABEZAS (Equateur) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur les paragraphes 2 et 3 et sur l'ensemble du projet de résolution car elle estime que l'échange d'information doit avoir lieu sur la base d'études techniques portant sur les dommages dont pourraient être éventuellement victimes les Etats voisins. Si des consultations se révèlent nécessaires, elles devront tenir compte de la nature des ressources et des projets en question. Ces renseignements et ces consultations ne doivent pas causer de retards injustifiés dans la mise en œuvre des projets de mise en valeur et d'utilisation de ressources. L'application des dispositions du paragraphe 2 pourrait entraîner de tels retards et, en outre, porter atteinte à la souveraineté de chaque Etat et à son droit de disposer librement de ses ressources naturelles. Le représentant de l'Equateur répète que son gouvernement partage l'opinion selon laquelle il faudrait élaborer des normes de coopération internationale relatives à l'utilisation des ressources naturelles et à la protection de l'environnement, en particulier entre Etats voisins, sans préjudice du droit de chaque Etat de disposer de ses propres ressources naturelles.

32. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation s'est abstenue sur les paragraphes 1, 2 et 3 et sur l'ensemble du projet de résolution. L'objectif du projet de résolution est d'appliquer les principes 21, 22 et 24 de la Déclaration de Stockholm. Lors de sessions antérieures de l'Assemblée générale, la délégation soviétique a exposé sa position et fait certaines réserves. Elle ne peut appuyer aucun texte reflétant une attitude supranationale envers les problèmes de l'environnement ou une tendance à internationaliser les ressources naturelles de quelque façon que ce soit, ni approuver de recommandation modifiant les conventions ou les accords internationaux en vigueur. Elle s'oppose à toute tentative, directe ou indirecte, visant à limiter la souveraineté et la juridiction que les Etats ont réussi à obtenir sur leurs ressources naturelles, bien souvent après une longue lutte contre le colonialisme. Les principes de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats doivent être respectés lorsqu'on traite de la question des ressources naturelles partagées.

33. M. VERCELES (Philippines) dit que sa délégation s'est abstenue sur le paragraphe 2 en raison du caractère obligatoire que revêt le mot "droit". Etant

donné que l'Organisation des Nations Unies n'est ni un gouvernement ni un parlement mondial et qu'elle ne peut pas contrôler l'application de ses résolutions, il aurait été préférable d'utiliser le mot "devrait". La délégation philippine estime aussi qu'il aurait fallu dire "consultation mutuelle" au lieu de "consultations préalables", ces mots étant trop vagues et susceptibles d'être mal interprétés.

34. La délégation philippine a voté pour l'ensemble du projet de résolution, car elle appuie la notion de coopération efficace. Toutefois, les dispositions du projet de résolution doivent être lues à la lumière des recommandations pertinentes de la Conférence de Stockholm et des résolutions 2995 (XXVII) et 2996 (XXVII) de l'Assemblée générale.

35. M. GORITZA (Roumanie) déclare que sa délégation, après avoir voté en faveur du projet de résolution, tient à réaffirmer sa position, selon laquelle toute action dans le domaine de l'environnement doit être fondée sur les principes de droit international universellement reconnus de la souveraineté de chaque pays sur ses ressources naturelles et de son droit inaliénable d'utiliser ces ressources dans l'intérêt de son développement économique et social. Les dispositions du projet de résolution seront appliquées avec d'autant plus de succès que les problèmes de la coopération seront abordés dans un esprit d'entente tenant compte de l'intérêt mutuel, dans un climat de bon voisinage et dans le souci de protéger et d'améliorer l'environnement. C'est dans cet esprit que la délégation roumaine a pris note des dispositions selon lesquelles les actions dans le domaine de l'environnement doivent se dérouler dans le cadre des relations normales qui existent entre les Etats intéressés. Le représentant de la Roumanie demande que sa déclaration soit incorporée au rapport de la Commission sur cette question.

36. M. SHEMIRANI (Iran) explique que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution non parce qu'elle le considère parfait à tous les égards, mais parce que, à son avis, il renferme des éléments positifs pouvant favoriser une coopération constructive entre les Etats dans le domaine de l'environnement. La délégation iranienne ne partage pas les réserves exprimées par certaines délégations quant à la portée des paragraphes 1 et 2. A son avis, les dispositions énoncées dans ces paragraphes ne contreviennent pas au droit des Etats à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles et n'autorisent pas un Etat à s'ingérer dans les affaires intérieures d'un autre Etat. C'est en ayant ces considérations à l'esprit que la délégation iranienne a voté pour le projet de résolution.

37. M. JAIN (Inde) déclare que sa délégation s'est abstenue sur les paragraphes 1, 2 et 3 et sur l'ensemble du projet de résolution, et qu'elle a déjà exprimé son point de vue à ce propos à la séance précédente. Pour assurer une adhésion plus large au projet de résolution, la délégation indienne a émis un certain nombre de suggestions pratiques dont malheureusement les auteurs du projet ont décidé de ne pas tenir compte. La formulation des paragraphes 1, 2 et 3 peut prêter à de fausses interprétations, et elle risque également de laisser entendre que les décisions prises à la Conférence d'Alger sont citées hors de propos. Il aurait fallu préciser que les actions envisagées aux paragraphes 1 et 2 ne concernent que le domaine de l'environnement,

car le moindre doute à cet égard risque de se révéler plus défavorable que favorable à la coopération recherchée. Il en est de même pour le paragraphe 3, où le Conseil d'administration du PNUE est prié de faire rapport sur les mesures adoptées en vue de l'application des paragraphes précédents; le Conseil d'administration doit limiter toutes ses études ou ses suggestions au seul problème de l'environnement.

38. M. GRANQVIST (Suède) indique que sa délégation appuie chaleureusement le principe des consultations préalables et qu'elle se félicite du large appui dont il a bénéficié à la Commission. Néanmoins, la délégation suédoise s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution, vu ses réserves en ce qui concerne les paragraphes 2 et 3, ayant trait respectivement à la définition des cas impliquant des consultations préalables et au rôle confié au Conseil d'administration du PNUE.

39. M. ROUGET (République fédérale d'Allemagne) déclare que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution, car elle estime que les problèmes importants qui y sont abordés ne devraient pas être traités dans un climat de polémique. A divers égards, la sauvegarde de l'environnement implique l'élaboration d'une réglementation dans plusieurs domaines et exige un effort commun en ce sens. Certains problèmes de l'environnement sont de nature universelle et appellent des solutions universelles, alors que d'autres sont spécifiques et appellent des solutions spécifiques. C'est pourquoi la délégation de la République fédérale d'Allemagne aurait été favorable à un projet de résolution susceptible d'être adopté par consensus.

40. M. EVANS (Etats-Unis d'Amérique) se réjouit des déclarations qui viennent d'être faites en explications de vote, et particulièrement de celle du représentant de la Trinité-et-Tobago. Il félicite la délégation uruguayenne du sens politique dont elle a fait preuve en retirant son amendement, qui avait été inspiré par des raisons tout à fait louables. La délégation des Etats-Unis regrette d'avoir été forcée de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution, mais un vote de sa part, qu'il ait été affirmatif ou négatif, risquait d'être interprété comme étant hostile à des pays amis.

41. M. GARCIA BELAUNDE (Pérou) déclare que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution étant donné qu'à son avis il est propre à favoriser la coopération en matière d'utilisation et de sauvegarde des ressources naturelles communes à deux ou plusieurs Etats. De surcroît, les paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucune manière être interprétés comme un empiètement sur la souveraineté nationale; ainsi, le système d'information et de consultations préalables qui est envisagé tendra à favoriser la compréhension et la coopération dans le cadre des relations normales entre les parties intéressées, sans entamer de quelque manière que ce soit la souveraineté et le libre contrôle des pays sur leurs ressources naturelles. Ces deux paragraphes s'inspirent de la section XII de la Déclaration d'Alger et ils doivent être interprétés à la lumière de la section VII de cette déclaration.

42. Le paragraphe 3 du projet de résolution peut être interprété de telle sorte qu'il autorise une certaine forme d'arbitrage dans les questions qui relèvent de la souveraineté nationale. La délégation péruvienne au-

rait préféré un texte moins ambigu, et elle s'est donc abstenue lors du vote sur ce paragraphe.

43. M. CURTIN (Australie) déclare que le projet de résolution représente un effort constructif, bien qu'expérimental, pour organiser systématiquement les relations internationales en matière d'environnement. Il reste à faire un travail considérable pour élaborer un droit de l'environnement et préciser sa portée. Si la délégation australienne s'est prononcée de manière affirmative, c'est par considération pour le principe même qui ressort du projet de résolution, mais son vote ne concerne en aucune manière les cas particuliers.

44. M. RATSIMBAZAFY (Madagascar) indique que sa délégation a voté en faveur de l'ensemble du projet de résolution parce qu'il tend à renforcer le principe de la coopération entre les pays dans l'exploitation des ressources naturelles et dans la conservation de l'environnement. Cette coopération ne doit réduire en rien la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles. La délégation malgache s'est abstenue lors du vote sur le paragraphe 2 en raison de la procédure de coopération qui y est évoquée; néanmoins, cela ne veut pas dire qu'elle minimise l'importance du principe de l'information et des consultations préalables.

45. M. DELIVANIS (Grèce) déclare que le projet de résolution comprend des dispositions qui, même si elles sont adoptées par consensus, devront, pour être exécutées, avoir été ratifiées au préalable par les législateurs de tous les pays intéressés. Le projet de résolution vise également à régler sur un plan universel des questions qui, pour être résolues au mieux, doivent l'être par le truchement d'accords bilatéraux tels que, par exemple, ceux que la Grèce a conclus avec deux de ses voisins, et en outre il ne prévoit pas de sanctions en cas de violation. C'est pourquoi la délégation grecque a dû, bien qu'à contrecoeur, s'abstenir lors du vote. Cette abstention n'influera aucunement sur les relations amicales que la Grèce entretient avec nombre des auteurs du projet.

46. M. BONAIO (Côte d'Ivoire) déclare que son pays a toujours été en faveur de la coopération et ne peut donc voir d'empêchement à une résolution qui a pour but de promouvoir cette coopération. Bien qu'il soit loin d'être explicite sur de nombreux points, la délégation ivoirienne a voté pour le projet de résolution car il est pleinement conforme à la résolution 2995 (XXVII) de l'Assemblée générale et notamment à son paragraphe 3.

47. La délégation ivoirienne appuie sans réserve le principe de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles. La notion de consultations préalables ne doit pas être interprétée comme autorisant un Etat à retarder les projets relatifs à la mise en valeur des ressources naturelles ou à y faire obstacle.

48. M. MBEDO (République centrafricaine) indique que l'imprécision et l'ambiguïté du projet de résolution et la controverse qu'il a suscitée ont conduit sa délégation à s'abstenir lors du vote, sans que cette abstention trahisse en aucune façon l'importante Déclaration économique adoptée à Alger. La République centrafricaine déclare qu'en outre le principe de la souveraineté est incompatible avec la notion de consultations préalables et que des normes internationales doivent être établies sur des bases saines.

49. Le **PRESIDENT** propose qu'afin d'éviter toute confusion la Commission s'occupe à tour de rôle des projets de résolution relatifs au PNUE qui n'ont pas encore fait l'objet d'une décision. Dans chaque cas, les délégations seraient invitées à donner leurs explications de vote avant le vote, puis la Commission prendrait une décision et enfin d'autres explications de vote suivraient si cela était nécessaire. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission adopte cette procédure.

Il en est ainsi décidé.

50. **M. SMIRNOV** (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que, étant donné que des modifications de fond ont été apportées au projet de résolution A/C.2/L.1317/Rev.1, sa délégation devra demander de nouvelles instructions à son gouvernement. Le représentant de l'URSS prie donc les auteurs de ne pas insister pour que ce projet de résolution soit mis aux voix le lendemain.

51. **M. RANKIN** (Canada), présentant au nom des auteurs une version révisée du projet de résolution relatif à la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains (A/C.2/L.1312/Rev.1), appelle l'attention de la Commission sur les modifications qui ont été apportées au troisième alinéa du préambule comme suite à une suggestion de la délégation indienne, au cinquième alinéa du préambule comme suite à une proposition de la délégation française et enfin au sixième alinéa du préambule. La version révisée du paragraphe 7 du dispositif reprend pour le fond, d'une manière générale, une suggestion faite par la délégation française, sans que soient préjugés les résultats de la Conférence-Exposition envisagée. Il est évident que le succès de l'action entreprise après la Conférence exigera la collaboration active de nombreux éléments du système des Nations Unies, collaboration qui devra aller plus loin que celle prévue par les dispositions du paragraphe. En même temps, il est clair que, dans la mesure où elles aideront à préparer la Conférence, les institutions spécialisées, l'AIEA et les commissions économiques régionales sont en droit d'espérer qu'elles bénéficieront de ses résultats.

52. Un certain nombre de délégations ont émis l'avis que le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification est l'organe qui convient le mieux pour jouer le rôle de comité préparatoire de la Conférence-Exposition. Ce point de vue a été examiné de près à la première session du Conseil d'administration du PNUE, avant que le Conseil n'adopte par consensus sa décision 4 (I) [voir A/9025, annexe I], selon laquelle le comité préparatoire devrait comprendre au maximum 58 représentants hautement compétents et sa composition devrait être déterminée compte tenu de celle du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. Le paragraphe 5 du projet de résolution est fondé sur cette recommandation; les auteurs estiment que le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification n'est pas l'organe qu'il convient de désigner comme comité préparatoire, étant donné que son mandat n'est pas suffisamment étendu pour fournir toute la gamme des compétences requise. En outre, la formule qui ressort du paragraphe 5 du projet a été retenue en vertu du même raisonnement que celui qui a conduit à augmenter le nombre des membres du Conseil économique et social et de certains

de ses comités, à savoir que le chiffre de 27 membres est insuffisant pour représenter une gamme étendue de points de vue gouvernementaux. Le débat qui s'est déroulé à la vingt-septième session de l'Assemblée générale au sujet de la création du Conseil d'administration du PNUE mérite également d'être pris en considération à ce propos. Si les auteurs ont exclu le choix d'un organe existant comprenant déjà 54 membres, c'est parce qu'un organe de ce genre doit normalement élire périodiquement ses membres et procéder à leur remplacement à des dates variables, ce qui ne garantit pas la continuité nécessaire pour entreprendre de façon intégrée les préparatifs de la Conférence-Exposition.

53. Les auteurs espèrent que le projet de résolution révisé pourra être adopté par consensus. Le Danemark, l'Ethiopie, l'Inde, l'Indonésie, la Jordanie et la Yougoslavie ont été omis par erreur dans la liste des auteurs du texte révisé.

54. **M. ROUGE** (France) remercie les auteurs d'avoir incorporé à leur texte les amendements que sa délégation a proposés. Pour que le texte français corresponde plus exactement à la version anglaise du projet, il faudrait également remplacer, au troisième alinéa du préambule, l'expression "l'appui sans réserve" par l'expression "le plein appui", et ajouter en outre les mots "l'occasion de" avant les mots "la préparation" au septième alinéa du préambule. Le représentant de la France demande un vote séparé sur le paragraphe 5, car sa délégation n'est pas entièrement satisfaite de l'explication fournie par le représentant du Canada. Un organe existant peut servir de comité préparatoire pour la Conférence, même si pour cela le nombre de ses membres doit être augmenté et son mandat élargi.

55. **M. SMIRNOV** (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1312/Rev.1 pour les raisons qu'elle a données dans la déclaration qu'elle a faite lors de la discussion générale sur la question à la 1565ème séance. Le représentant de l'URSS rappelle en particulier les suggestions de sa délégation en ce qui concerne les préparatifs de la Conférence, les procédures relatives à l'établissement d'un organe préparatoire et le secrétariat de la Conférence. Le programme provisoire de la Conférence nécessite des travaux supplémentaires, ainsi que l'a recommandé le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification à sa huitième session; ce comité devrait participer étroitement aux travaux préparatoires. Le montant des crédits devant être prélevés sur le budget ordinaire pour la Conférence est excessif et, à la Cinquième Commission, la délégation soviétique recommandera qu'il soit nettement réduit.

56. **M. BRITO** (Brésil) déclare que sa délégation continue de penser qu'il importe de ne pas élaborer le programme de la Conférence-Exposition avant d'avoir défini plus clairement le Plan d'action du PNUE. Néanmoins, la délégation brésilienne est disposée à voter pour le projet de résolution tel qu'il se présente dans ses grandes lignes, bien qu'elle ait quelques réserves à faire. Elle ne comprend pas très bien pourquoi on a décidé de prélever des sommes aussi importantes sur le budget ordinaire et sur le Fonds du PNUE en vue de financer ce qui est essentiellement une initiative canadienne que patronnera l'Organisation des Na-

tions Unies. Ces sommes pourraient être utilisées de façon plus profitable pour financer les activités entreprises dans le cadre du programme proprement dit. D'autre part, la délégation brésilienne n'est toujours pas convaincue qu'il soit opportun de créer un organe préparatoire distinct. Le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification peut très bien être chargé des travaux préparatoires. Le représentant du Brésil rappelle à la Commission que le Comité préparatoire de la Conférence de Stockholm, qui comptait 27 membres, s'est acquitté de ses tâches de façon satisfaisante; la délégation brésilienne s'abstiendra lors du vote sur le paragraphe 5. Enfin, les dispositions prévues au paragraphe 6 ne sont pas nécessaires étant donné que le secrétariat du PNUE à Nairobi pourrait très bien, en coopération avec le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, entreprendre les travaux préparatoires voulus.

57. M. ZACHMANN (République démocratique allemande) déclare que, de l'avis de sa délégation, il faudrait que les travaux préparatoires de la Conférence-Exposition soient véritablement efficaces et coûtent le moins cher possible. Or le projet de résolution prévoit un mécanisme encombrant pour effectuer ces travaux et ne tient pas compte de la possibilité de recourir aux organes existants de l'Organisation des Nations Unies. Etant donné les incidences financières considérables du projet actuel, la délégation de la République démocratique allemande s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution.

58. Le PRESIDENT annonce que l'Inde et le Japon se sont portés auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1316.

La séance est levée à 13 h 5.

1571^e séance

Mardi 27 novembre 1973, à 15 h 15.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1571

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite) [A/9003, chap. XIII; A/C.2/L.1312/Rev.1, A/C.2/L.1316, A/C.2/L.1317/Rev.1, A/C.2/L.1320] :

- a) **Rapport du Conseil d'administration** (A/9025, A/C.2/L.1315);
- b) **Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général** (A/9163, A/9238, A/C.2/L.1314, A/C.2/L.1319)

1. Le PRESIDENT rappelle qu'un vote séparé a été demandé par la France sur le paragraphe 5 du projet de résolution A/C.2/L.1312/Rev.1, relatif à la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains.

Par 68 voix contre une, avec 13 abstentions, le paragraphe 5 est adopté.

Par 80 voix contre zéro, avec 9 abstentions, l'ensemble du projet de résolution A/C.2/L.1312/Rev.1 est adopté.

2. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) déclare qu'il a voté pour l'ensemble du projet de résolution car il en appuie les buts et objectifs. Toutefois, il s'est abstenu lors du vote sur le paragraphe 5, estimant que le nombre de membres prévu pour le Comité préparatoire est trop important et que, de toute façon, les travaux préparatoires devraient être effectués par le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. Il est vrai que ce dernier comité n'a que 27 membres, mais il ne devrait pas être très difficile de porter exceptionnellement leur nombre à 37. Puisqu'il a été décidé, du fait de l'adoption du projet de résolution, de créer un comité préparatoire, le représentant des Pays-Bas espère qu'il sera tenu compte de la composition du Comité de l'habitation, de la construction et de la

planification pour déterminer la composition du Comité préparatoire.

3. M. ROUGE (France) s'est abstenu lors du vote sur le projet de résolution en raison des incertitudes qui subsistent quant au coût de la Conférence-Exposition envisagée et aux suites institutionnelles que celle-ci aura. Les craintes et les doutes de la délégation française seront exposés en détail dans les instances appropriées.

4. La délégation française a voté contre le paragraphe 5 du projet, estimant qu'il ne serait pas raisonnable de charger un nouvel organe d'une tâche qui peut être accomplie par un organe existant. La conséquence logique de l'adoption du projet de résolution serait de supprimer le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, car elle revient à dire que l'Assemblée générale le juge incapable de s'acquitter de ses fonctions.

5. La délégation française porte toutefois un vif intérêt à la Conférence-Exposition et offrira sa coopération la plus soutenue pour en assurer le succès.

6. M. KANKA (Tchécoslovaquie) s'est abstenu lors du vote pour les raisons que sa délégation avait invoquées lors de la discussion générale sur la question.

7. M. CHITSAMBA (Malawi), M. HARTNACK (Danemark), M. MUTUMBO (Zaïre), M. KANE (Mauritanie), M. CHANDLER (Barbade), M. OLIVERI LÓPEZ (Argentine), M. AL-EBRAHIM (Koweït) et M. CABEZAS (Equateur) déclarent qu'ils auraient voté pour le projet de résolution A/C.2/L.1312/Rev.1 s'ils avaient été présents lors du vote.

8. Le PRESIDENT, passant à l'examen du projet de résolution A/C.2/L.1314, relatif aux intérêts régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains, appelle l'attention de la